



Vaccination : le gâchis de la concurrence et de la propriété privée



La firme Pfizer a averti le gouvernement qu'elle baisserait ses livraisons à la Belgique puisqu'il est possible d'obtenir 6 doses par flacon, au lieu de 5 comme prévu par la notice du fabricant. Pfizer livrera donc des milliers de doses en moins, en continuant à facturer le même montant total. Mais cette décision a également des conséquences sur la campagne de vaccination du personnel hospitalier, qui doit être reportée de plusieurs semaines. Les stocks disponibles sont désormais réservés à la deuxième injection pour le personnel et les résidents des maisons de repos.

En fait, les retards de livraison concernent toute l'Europe. Les laboratoires se sont empressés de prendre les commandes et d'encaisser l'argent mais, pour construire des lignes de production et embaucher, ils sont nettement moins rapides et efficaces !

Et pourquoi se presseraient-ils, quand le rationnement fait monter les enchères et leur permet de négocier plus cher les prochaines commandes ? Après la guerre des masques, une guerre des vaccins,

avec une surenchère des États, ne serait certainement pas pour leur déplaire.

L'obstacle auquel se heurte désormais la campagne de vaccination est celui de la concurrence et de la propriété privée. Pfizer et Moderna, les seuls à avoir un vaccin homologué en Europe, n'ont pas les capacités de production suffisantes. De leur côté, Sanofi, Merck ou GSK possèdent ces moyens de production, mais ils n'ont pas encore leur propre vaccin.

Le bon sens et l'intérêt collectif voudraient que ces laboratoires travaillent ensemble et qu'ils mettent en commun brevets et moyens de production, pour produire au plus vite et massivement les vaccins susceptibles de sauver des vies.

D'autant que les besoins sont immenses : pour le continent africain, seules quelques dizaines de personnes sont vaccinées ! Les responsables de l'Organisation Mondiale de la Santé dénoncent en vain l'abandon des pays pauvres à la pandémie. Aucune autorité ne veut obliger les capitalistes à produire pour ces marchés non solvables. Et même pour les pays qui ont les moyens de payer, le règne de la concurrence et du profit va coûter cher en vies humaines !

Les scientifiques ont mené une véritable course contre la montre et ils ont réalisé, en dix mois, ce qui prend habituellement plusieurs années. Maintenant, un temps précieux va être perdu à cause des calculs de rentabilité des uns et des autres. La propriété privée,

la loi du profit et la concurrence sont les causes de ce gâchis.

On vérifie, une fois de plus, que ce sont les groupes capitalistes, leurs actionnaires, qui détiennent le véritable pouvoir.

Les États ont leurs plans de vaccination, mais les multinationales pharmaceutiques ont le dernier mot en fixant leurs prix, leurs délais et leurs volumes. Les gouvernements leur demandent poliment d'accélérer les cadences mais, en bons défenseurs de la propriété privée, ils s'inclinent devant les choix des laboratoires pharmaceutiques. Ceux-ci imposent leur diktat en vertu de la sacro-sainte propriété privée.

Mais d'où viennent ces capitaux privés, sinon de l'exploitation des travailleurs ? Et quelle part de ces capitaux provient du pillage de l'argent public ?

Le domaine de la santé est un de ceux que les États subventionnent le plus. Combien les gouvernements ont-ils dépensé pour aider la recherche sur les vaccins ? Combien ont-ils avancé pour qu'ils soient développés ? Combien de subventions les usines de production encaisseront-elles ? On n'arrive même pas à le savoir, parce que toutes ces informations sont tenues secrètes.

Ce qui est exclusivement privé, ce sont les profits et les dividendes. Et cette crise sanitaire est le gros lot pour les laboratoires. On le voit aussi avec les tests PCR : ils sont facturés 50 euros en Allemagne et en

Belgique, 30 à 40 euros en Espagne... et plus de 73 euros en France. Pourquoi ces différences ? Quel est leur coût de production ? Une chose est sûre : les caisses des sécurité sociales déboursent des milliards et la facture sera présentée à la population, au plus grand bonheur des laboratoires.

L'opacité des contrats et des prix, la rapacité des trusts pharmaceutiques, les difficultés de production et de livraison illustrent les tares du capitalisme. Il n'y aura rien de collectif et de constructif dans cette société tant que domineront la propriété privée des grands moyens de production, les lois du marché et la concurrence. Il faut les combattre parce qu'elles représentent un incroyable gâchis. Imposer la suppression des brevets et du secret commercial, imposer le contrôle ouvrier sur la production et l'expropriation des grands groupes capitalistes, c'est une nécessité pour tous !



Sanofi : grève contre des suppressions d'emploi en pleine pandémie

Mardi 19 janvier, près de 200 travailleuses et travailleurs se sont mises en grève sur le site de Val de Reuil de Sanofi pour protester contre l'annonce de la suppression, en France, de 400 emplois dans la recherche et le développement. En juin il y avait déjà eu 1 700 suppressions de postes à l'échelle du groupe (dont 1 000 en France). En pleine

crise sanitaire et alors que le groupe a touché près d'un milliard de l'État français et distribué 4 milliards à ses actionnaires en 2019, le groupe annonce, sans scrupule, un plan d'économie de 2 milliards d'euros. Preuve, s'il en manquait, que Sanofi produit des profits bien avant de produire des médicaments ou des vaccins.

Les grévistes savent bien que ce n'est que par leur mobilisation qu'ils pourront faire payer le groupe, pourtant riche à milliards.

Non aux violences policières, non au racisme, non au capitalisme !

Le 9 janvier, Ibrahima, un jeune homme de 23 ans d'origine guinéenne, a été arrêté alors qu'il filmait une intervention policière à la gare du Nord à Bruxelles. Il décédera quelques heures après au commissariat.

D'après l'avocat de sa famille et ancien président de la Ligue des droits humains, Ibrahima a fait un malaise, est tombé de sa chaise, menotté, et est resté de longues minutes au sol avant qu'on vienne lui porter secours. Sa famille ne sera avertie de son décès que 6 heures plus tard. Et la police déclarera d'abord à la presse qu'Ibrahima avait été arrêté pour non respect du couvre-feu et qu'il était drogué, ce que l'autopsie a démenti puisque Ibrahima est mort à 20h et qu'il n'était pas sous l'effet de stupéfiants. Il y a donc eu une intention de salir sa réputation.

Le 18 janvier Ilyes, un jeune homme de 29 ans d'origine algérienne décédait lui aussi dans un commissariat bruxellois dans des circonstances qui ne sont pas encore connues.

Le 21 janvier, le journal la DH publiait une vidéo dans laquelle on voit deux policières se filmer alors qu'elles patrouillent en voiture à Anderlecht,

en tenant des propos racistes et méprisants sur les habitants du quartier. Cette vidéo date de 2018 et les deux policières en question n'ont eu aucune sanction alors que cette vidéo était connue de leurs collègues.

Ces faits tragiques et révoltants viennent une fois de plus montrer la violence et le racisme d'une partie de la police et que cette dernière se sent couverte par les autorités.

Car il s'agit d'une politique. La violence et le racisme dans la police font écho à la violence des capitalistes contre les exploités. Une guerre de classes qui condamne une part toujours plus grande de la jeunesse au chômage et à une existence sans espoir.

La police est avant tout chargée de maintenir cet "ordre" là, une société où les pauvres doivent rester pauvres, alors que les riches s'enrichissent toujours plus.

Alors, pour en finir avec les violences policières, il faut se prendre aux racines et combattre le capitalisme, pour que la société ne soit plus basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, mais devienne une société sans exploités, sans exploités, une société réellement humaine, une société communiste.

Quand De Croo, Vandenberghe et compagnie soufflent sur les braises

Le gouvernement est en train de perdre la course contre la troisième vague, la campagne de vaccination étant rendue "très difficile" par Pfizer, Zeneca et compagnie (dixit Vandenberghe). A défaut de pouvoir contraindre leurs maîtres bour-

Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

geois, les ministres ont donc décidé de renforcer les mesures contraignantes contre la population.

Quant aux jeunes qui voient leurs perspectives d'avenir s'évanouir encore un peu plus, ils ont eu droit à quelques mots faussement paternels de De Croo qui leur conseille de... se parler.

Il y a deux ans, les jeunes descendaient dans la rue pour crier leur colère devant l'inaction des gouvernements face aux menaces climatiques qui pèsent sur la planète. Ils ont entendu les responsables leur faire la morale, accompagnée de quelques promesses vides, vite annulées par les grandes entreprises capitalistes qui continuent à tout détruire pour augmenter les profits de leurs actionnaires.

Pour le chômage de la jeunesse, c'est la même chose : paroles et promesses à chaque campagne électorale, et dans la réalité des contrats de plus en plus précaires, des stages non payés de plus en plus longs, et des plans de licenciements qui se succèdent.

Oh non, la jeunesse n'a pas besoin de De Croo, à plat ventre devant la loi du profit, pour se parler et constater la faillite du capitalisme !

Les serviteurs de ce système capitaliste qui versent des larmes hypocrites devant la détresse de la jeunesse, craignent en fait sa colère face à une société qui les sacrifie sur l'autel du profit. Ils craignent l'énergie révolutionnaire qu'une jeunesse mobilisée est capable d'insuffler à l'ensemble des classes populaires. Ils ne seront pas déçus !



Tunisie : la parole des affamés

Depuis le 17 janvier, des manifestations de colère ont explosé, en particulier le soir, dans plusieurs

villes déshéritées du centre et de l'ouest de la Tunisie, ainsi que dans les banlieues pauvres du Grand Tunis. Ce sont celles-là mêmes où, il y a dix ans, la population ouvrière et la jeunesse pauvre manifestaient contre la dictature de Ben Ali, jusqu'à imposer son départ.

Le dictateur est parti, mais le capitalisme continue et la crise économique mondiale, frappant aussi la Tunisie, a appauvri davantage les gouvernorats déshérités. Et la jeunesse de Kasserine, Siliana, Sidi Bouzid, Tataouine ou Kairouan est toujours à la recherche de moyens de survie.

À Tunis même, un mouvement de jeunes diplômés sans travail se poursuit depuis plusieurs mois dans un itinéraire permanent, certains venant d'entamer une grève de la faim.

Les protestations rencontrent la sympathie du reste de la population des villes pauvres, mais également la répression policière. Populaires, ces mouvements de colère le sont, car ils expriment l'exaspération de ceux qui, à cause de l'inflation, voient les prix augmenter, les produits alimentaires de première nécessité manquer alors que la spéculation alimente le marché noir.

Pendant ce temps, le chômage se maintient à un niveau insupportable et les services publics ne cessent de se dégrader, notamment dans la santé.

La pandémie du Covid-19 a sévi comme ailleurs, mais les inégalités territoriales l'ont rendue d'autant plus pénible dans des villes où l'accès aux soins reste un privilège. Dans le gouvernorat de Tataouine par exemple, il n'existe que trois gynécologues-obstétriciens pour les 150 000 habitants ! L'hôpital de Tataouine comme celui de Kasserine ne disposent d'aucun médecin réanimateur. Quant aux services de dépistage, aux laboratoires, on n'en trouve quasiment pas dans les gouvernorats, où le nombre de malades est le plus élevé.

Le surcroît de colère ayant provoqué les manifestations de ces derniers jours semble être lié à la décision du gouvernement Mechichi d'avancer le

couvre-feu à 16 heures. Des manifestations rassemblent dans certains cas des syndicalistes et militants de gauche, comme à Gafsa le 19 janvier où les participants appelaient à se révolter contre le gouvernement et l'alliance des partis politiques mafieux et des corrompus qui le soutiennent. Mais d'autres, la nuit, sont le fait de jeunes, de très jeunes, désespérés par l'absence de perspectives. Pour toute réponse, le Premier ministre et ministre de l'Intérieur ne sait qu'envoyer les forces de sécurité, puis les féliciter... des 600 arrestations qu'elles ont réalisées.



Les garde-chiourmes des Etats

Jusqu'en 2019, Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières de l'Union européenne, organisait des fêtes luxueuses chaque année pour une partie de ses agents. La facture s'élèverait à plus de 2,1 millions d'euros entre 2015 et 2019.

Mais le principal scandale, ce sont les sommes de plus en plus importantes consacrées à transformer l'Union européenne en un véritable camp retranché pourchassant les migrants, transformant la Méditerranée en ossuaire géant. Depuis 2005, le budget de Frontex, multiplié par près de 80, est passé de 6 à 460 millions d'euros.

Depuis 2014, plus de 20 000 personnes sont mortes en méditerranée, en tentant de fuir les guerres et les famines provoquées par le pillage des pays pauvres par les pays riches, 6 personnes meurent chaque jour.

Le coût des frontières est immense à tout point de vue. Et ce scandale-là, il va se poursuivre avec la bénédiction des chefs d'État !

Pays-Bas

La chasse aux pauvres fait tomber le gouvernement

De 2010 à 2019, des milliers de familles souvent modestes, et parmi elles de nombreuses familles immigrées, ont été injustement accusées de fraude par l'administration fiscale des Pays-Bas. Un service mis spécialement sur pied au sein du fisc contrôlait l'octroi des allocations destinées aux parents pour le paiement de l'accueil extrascolaire. La moindre petite omission ou erreur dans les documents, comme une signature manquante ou une adresse mal rédigée, constituait un prétexte pour exiger le remboursement de ces allocations, alors même que ces familles y avaient droit. Le service a recouru illégalement à des données relatives à la nationalité pour cibler en particulier les personnes d'origine immigrée.

Ce sont jusqu'à des dizaines de milliers d'euros qui ont dû être remboursés par chaque famille, sans aucun échelonnement des remboursements, les plongeant dans des problèmes financiers et humains graves. Certaines ont vu leur maison et leur voiture mises en vente. D'autres ont perdu leur emploi car ils ne pouvaient plus faire garder leur enfant. Le stress vécu par ces parents et leurs enfants a causé des séparations, des dépressions et des burn-out. Le scandale est énorme. 26 000 familles auraient subi cette injustice.

Cela a fini par entraîner la démission du premier ministre Mark Rutte et a fait valser quelques autres têtes dont celle du dirigeant du parti travailliste qui était ministre des Affaires sociales.

Un tel acharnement contre les familles modestes et immigrées est le

résultat de l'influence des idées d'extrême droite du parti de Geert Wilders qui sont reprises par tous les partis au gouvernement.

Les sommes récupérées par la chasse à la « fraude sociale », quelques millions tout au plus, sont dérisoires comparées à la fraude fiscale des riches qui elle se compte en dizaines de milliards chaque année. Et l'enjeu n'est en réalité pas là.

Le but est de diviser les travailleurs en opposant les catégories entre elles : les travailleurs d'origine étrangère ou ceux qui dépendent de l'aide sociale et qui sont présentés comme des profiteurs. Les politiciens au service des riches utilisent ces préjugés pour nous diviser et nous voler tous !



Etats-Unis : le nouveau gendarme en chef du monde impérialiste

Devenu le 46^{ème} président des États-Unis, Biden a rapidement signé des décrets censés marquer la « rupture » avec la politique de Trump.

Il a ainsi décidé le retour des États-Unis dans le traité de Paris sur le climat. Mais depuis que ce genre d'accord existe, les États-Unis ne les avaient jamais respectés.

Autre décision, il arrête la construction du mur anti-immigrés avec le Mexique, mais en prévoyant d'augmenter le budget de surveillance de la frontière avec ce pays.

Pour ce qui est de sa politique économique, Biden a annoncé une aide supplémentaire de 400 milliards de dollars aux entreprises.

Le style du nouveau président sera certainement plus policé que celui de Trump. Mais Biden sera inspiré par la même préoccupation que tous ses prédécesseurs : défendre les intérêts de la minorité la plus riche, des grandes multinationales américaines contre les travailleurs et les exploités, aux États-Unis comme dans le reste du monde.

Les salaires, pensions et allocations doivent augmenter !

Un regard dans le caddy, et un autre sur le ticket de caisse suffisent pour constater que les prix ont sensiblement augmenté ! Et les fins de mois arrivent de plus en plus tôt.

Or, il n'y a pas besoin de boule de cristal pour prédire que rien ne sortira des négociations sur l'évolution des salaires dans les deux ans à venir. Or, patronat et « bureau du plan » avancent une indexation éventuelle de 2,7% plus une marge non contraignante de 0,4% d'augmentation, pour les deux ans à venir. Autant dire des cacahuètes !

On n'aura pas le choix, pour que les salaires suivent réellement les prix, il faudra se battre pour imposer au patronat de prendre sur les profits pour une augmentation substantielle des salaires ! Et pour que les salaires suivent réellement les prix, il faut qu'on contrôle leurs calculs en prenant le recensement des prix en main nous-mêmes !

Les dirigeants de Nethys en prison

Stéphane Moreau, François Fornieri, le patron de l'entreprise biopharmaceutique Myhtra, et quatre autres anciens membres du Conseil d'Administration de Nethys, ont été inculpés pour détournement et abus de biens sociaux.

Ensemble, ils s'étaient partagé 15 millions d'euros d'indemnités pour « compenser », selon leurs propres

mots, les baisses de leurs salaires imposées par le Gouvernement wallon aux entreprises publiques.

Personne ne regrettera que ces personnages passent par la case prison. Mais ce n'est finalement qu'un petit scandale à côté de toutes ces entreprises qui, comme FedEx ou Caterpillar, ont, elles aussi, empoché l'argent public tout en licenciant des milliers de travailleurs après s'être enrichis grâce à leur travail.



Bosch : encore des milliardaires licenciers

Bosch a annoncé le licenciement de 400 travailleurs sur les 863 que compte son usine de Tirlemont qui produit des essuie-glaces. Il s'agit de la troisième restructuration depuis 2009. Avant 2009 il y avait encore plus de 2 000 travailleurs sur le site. De restructuration en restructuration, la pression sur les travailleurs et les cadences n'ont fait qu'augmenter.

Cette fois-ci, le motif invoqué par la direction est que la production serait trop chère, ne serait plus rentable et que ça leur coûterait moins cher de le faire produire en Serbie.

Bosch essaie ainsi de mettre les travailleurs belges en concurrence avec les travailleurs serbes.

Mais Bosch a largement les moyens de maintenir les salaires et les emplois de tous ses travailleurs : Bosch est un groupe qui emploie plus de 400 000 personnes dans le monde dont 1 400 en Belgique. En 2018, le groupe Bosch a fait 5,3 milliards d'euros de bénéfices, et en 2019, le bénéfice, bien qu'en baisse, s'élevait encore à 2,9 milliards d'euros. Il y a bien là de quoi maintenir

les emplois en Belgique et augmenter les salaires en Serbie !

Suite à l'annonce des licenciements jeudi 22, pour éviter la grève, Bosch a mis la production à l'arrêt jusqu'au lundi, invitant les travailleurs à rentrer chez eux et à y rester jusqu'au dimanche avec maintien de leur salaire « pour digérer la nouvelle ».

Il est à espérer que les travailleurs de Tirlemont, comme tous les travailleurs menacés de licenciement trouveront le chemin de la lutte et feront rendre à leurs patrons l'argent accumulé sur leur dos.



Les travailleurs de FedEx défendent leur peau

Les travailleurs de FedEx ont été nombreux à participer aux piquets de grève devant l'aéroport de Liège, pour protester contre l'annonce de 671 licenciements. Les 861 autres membres du personnel ont le choix entre "accepter" un nouveau contrat de travail encore plus flexible au niveau des horaires et du nombre d'heures de travail, ou quitter l'entreprise !

La flexibilité est déjà le lot des travailleurs de FedEx, dont beaucoup sont en régime de nuit pour seulement 30h de travail par semaine et donc des petits salaires. Les conditions de travail sont difficiles, souvent à genoux pour se passer des colis pesant parfois jusqu'à 60 kg pour remplir les soutes d'avions au plus vite. Beaucoup, après 10, 15 voire 20 ans de travail à ce rythme sont « cassés de partout ».

Les grévistes avaient enfin l'occasion de se retrouver au piquet de grève, car même après des années dans l'entreprise, peu connaissent leurs collègues, séparés d'eux par des horaires décalés et la pression pour aller toujours plus vite.

Les travailleurs sont écœurés de ces licenciements qui interviennent juste après une longue période de surcroît de travail au début de la pandémie et où les travailleurs se sont donnés sans compter.

La direction de FedEx proteste contre la présence des piquets... au nom des précautions sanitaires. Elle annonce que 14 travailleurs de l'entreprise seraient positifs au Covid. C'est curieux, la veille encore la direction n'avait aucun cas à signaler. Quant aux précautions sanitaires, elles passent toujours après les objectifs de production...

A l'annonce du géant du transport de fret, le gouvernement wallon s'est empressé de proposer ses services pour discuter avec la multinationale. Ce sera l'occasion pour les négociateurs patronaux d'arracher encore de nouveaux subsides, mais pour les travailleurs ?

Ceux-ci l'expriment clairement : il faut défendre les emplois, car que faire d'une prime alors que chacun sait qu'il sera difficile de retrouver un travail ?

Les travailleurs ont raison de réclamer le maintien des emplois. Les patrons de FedEx ont largement de quoi les maintenir, quelle que soit leur réorganisation des Hub et autres plateformes. Les bénéfices de FedEx ont explosé en 2020 ; 1,05 milliards d'euros, en augmentation de 50 % par rapport à l'année précédente ! De quoi payer les salaires annuels de 36 000 travailleurs, charges comprises.

Alors maintenir les emplois et les salaires ne risque pas de mettre les actionnaires dans une file pour des colis alimentaires !

FedEx : un exemple de la concentration des entreprises capitalistes

Pour devenir leader mondial du fret aérien, FedEx a appliqué une méthode simple : racheter ses concurrents. Comme en 2016 l'entre-

prise TNT, propriétaire du site de Liège où travaillent 1 500 travailleurs. Mais TNT s'était lui-même développé de la même façon. En 37 ans, TNT avait avalé pas moins de 17 groupes spécialisés dans la logistique et le fret aérien en Europe, en Amérique latine, en Inde et en Chine. FedEx n'a fait qu'achever ce processus de concentration des entreprises du secteur. Aujourd'hui, cette multinationale emploie 200 000 travailleurs dans 220 pays et gère la deuxième flotte aérienne mondiale. Ses actionnaires sont des fonds financiers qui, comme BlackRock ou Vanguard Group, gèrent des fonds d'investissements de plusieurs milliers de milliards de dollars.

Derrière ces chiffres, derrière ces rachats d'entreprises concurrentes, il y a des travailleurs pressurés jusqu'aux limites de leur résistance puis jetés comme des consommables. Mais aujourd'hui, ils sont 200 000 à avoir le même exploiteur et les mêmes raisons de se révolter.

Brèves Audi Bruxelles

Travailleurs au chômage, actionnaires sur des montagnes de fric

Avec le nombre d'absences pour cause de covid qui diminue, la direction a mis fin vendredi dernier aux contrats de 62 intérimaires. Pour la direction, ce n'est pas des licenciements, c'est juste les contrats qui se terminent. Et « ils étaient prévenus » ose-t-elle avancer.

Pourtant, les loyers ne sont pas gratuits pour les intérimaires entre deux missions sans travail, et le paquet de beurre coûte la même chose ! Tout le monde a besoin d'un travail et d'un salaire correct.

Et l'argent pour ça existe. Malgré la pandémie, le groupe VW a décidé en septembre de distribuer des dividendes inchangés à ses actionnaires. Plus de 2,4 milliards d'euros

leur ont été distribués et ils n'ont pas dû bouger le petit doigt pour cela. C'est l'équivalent de 48 000 salaires annuels de 50 000 euros ! Leurs dividendes, ils se les payent (entre autres) avec les salaires de nos camarades licenciés !



Nous sommes tous des intérimaires

A voir les jeunes collègues intérimaires contraints de partir, on a la rage au ventre. Parce que c'est dégueulasse et parce que la crise s'aggrave et nous savons tous que la fureur des licenciements ne va pas s'arrêter là.

Il faut se préparer à défendre notre peau ! Et la seule chose qui nous sauvera, c'est de reconstruire la solidarité entre travailleurs, peu importe le contrat sous lequel on est exploité, la religion ou la couleur de la peau.

La foire d'empoigne à l'échelle mondiale

Les patrons du secteur automobile se plaignent d'une pénurie de semi-conducteurs. Les délais de livraison seraient passés de quelques semaines à plusieurs mois. En Allemagne, plusieurs sites ont même été mis à l'arrêt.

Entre une demande fortement en hausse et une certaine raréfaction de la matière première et aussi des productions perturbées par la pandémie, les tensions montent, chacun des

grands groupes essayant de se réserver un maximum de profit... Les guerres commerciales qui en résultent finissent par gripper la production.

Mais au bout du bout, dans tous ces groupes, du fournisseur de silicium, jusqu'au producteur de téléphone, de frigo ou d'automobile en passant par les producteurs de semi-conducteurs TSMC, Qualcomm ou ST MicroElectronic, tous comptent faire porter le fardeau de ce système de plus en plus absurde et de plus en plus grippé à leurs travailleurs. Par des samedis travaillés, des jours de chômage, la flexibilité à outrance, des licenciements, des rythmes de travail inhumains... et dans certains pays, des camps de travail.

C'est un immense gaspillage destructeur qui repose sur une exploitation de plus en plus féroce. Les travailleurs du monde entier n'auront pas d'autre choix que de se révolter. Le seul vrai espoir pour l'humanité, c'est de se donner les moyens de faire de notre révolte une force capable de renverser le capitalisme.



Suivez-nous sur Facebook:

Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !